

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
95, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Proclamation du prince-régent du royaume des Serbes, Croates et Slovènes

A mon peuple : aux Serbes, Croates et Slovènes !

Nous avons vu arriver le jour heureux de notre délivrance et de notre libre union en un Etat national indépendant où notre nation va vivre sa pleine vie, sans entrave, en jouissant des dons que la main généreuse de Dieu a si largement distribués à notre patrie.

Le vœu que toutes nos générations ont consacré, qu'elles ont sanctifié de leur sang pendant des siècles entiers et sans relâche s'est réalisé par la décision unanime des plus dignes représentants du peuple. A haute voix a été proclamée l'union de toutes les parties morcelées de notre patrie, en royaume unitaire. Par la volonté du peuple, mon auguste père, Sa Majesté le roi Pierre a été appelé à régner sur ce royaume comme roi de tous les Serbes, Croates et Slovènes et moi, exerçant le pouvoir royal en son nom, j'ai procédé, d'accord avec les chefs et les mandataires de tous les partis du peuple des Serbes, Croates et Slovènes, à la formation du premier gouvernement d'Etat, manifestation de notre fraternité et de notre solidarité complète. Dans ce gouvernement siègent et travaillent en plein accord les chefs populaires représentants des trois religions et des trois noms de notre peuple, de tous les partis politiques et de toutes les religions du royaume. Mon gouvernement agira en plein accord avec les représentants du peuple, envers lesquels il sera responsable de ses actes. Aussi le premier devoir du gouvernement sera-t-il de convoquer à Belgrade la représentation nationale composée des délégués de la Skoupchtina serbe, de la Vieille-Serbie et de la Macédoine, d'un nombre proportionnel des membres des Conseils Nationaux, des représentants de l'ancien Duché serbe et du Monténégro.

Cette représentation nationale quoique provisoire constituera l'expression complète du facteur législatif dans notre royaume. En tant que roi d'un peuple libre et démocratique, je demeurerai fidèle en tout et inébranlablement aux principes du gouvernement constitutionnel et parlementaire, qui sera le fondement de notre Etat créé par la volonté libre de la nation. C'est dans cet esprit et guidé par ces principes que mon gouvernement gouvernera le pays et résoudra toutes les questions de politique extérieure et intérieure. Le gouvernement soumettra au Parlement un projet de loi électorale, dont le but sera d'assurer sur la base du suffrage universel, des élections libres à l'Assemblée constituante à laquelle on soumettra un projet de constitution démocratique conçu dans un esprit d'unité étatique et de large autonomie administrative, avec des garanties pour les libertés politiques les plus étendues et les droits civiques. Mon gouvernement aura le devoir d'assurer immédiatement à tout le territoire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, tous les droits et toutes les libertés dont jouissaient, d'après la constitution du royaume de Serbie, les citoyens de Serbie. Ainsi sera reconnue et établie, l'égalité complète de tous les sujets du royaume devant la loi, seront abolis tous les privilèges de classes et seront garanties la libre pratique et l'égalité des religions.

Je désire que l'on applique immédiatement une solution juste de la question agraire ; que l'on abolisse l'institution des *kmets* et des grandes possessions terriennes. Dans les deux cas, la terre sera partagée entre les pauvres paysans et une indemnité équitable allouée aux propriétaires actuels. Que chaque Serbe, Croate et Slovène soit maître de sa terre. Dans notre libre Etat, il ne peut y avoir que de libres propriétaires de terres. C'est pourquoi j'ai invité mon gouvernement à procéder immédiatement à la nomination d'une commission qui préparera la

solution de la question agraire. Et je recommande aux paysans et aux *kmets* d'attendre, en se fiant à ma parole royale, que l'Etat leur remette par la voie légale la terre qui n'appartient dorénavant qu'à Dieu et qu'à eux-mêmes comme c'est le cas depuis longtemps en Serbie.

Cette guerre de quatre années a produit des perturbations considérables sous tous les rapports. Dans l'intérêt d'une liquidation plus rapide et plus favorable des difficultés du retour du pays à une situation normale, mon gouvernement donnera ses principaux soins au ravitaillement du pays, surtout des classes pauvres, à l'aide et au relèvement matériel des invalides de la guerre, à la restauration du pays pillé et au rétablissement des communications régulières sur terre et sur mer, ce qui est la première condition du développement normal de la vie nationale.

La tâche la plus urgente et la plus importante de mon gouvernement, à cette heure où l'on décide de notre destinée, c'est de veiller à ce que les frontières politiques de notre royaume correspondent aux frontières ethnographiques de notre peuple tout entier, afin qu'aucune partie du territoire de notre royaume ne tombe sous le pouvoir étranger. Pour y réussir, il est indispensable que notre jeune Etat rassemble toute sa force morale et matérielle, il est indispensable que sa vie intérieure reste forte et vigoureuse. C'est pourquoi, je fais appel à tous les bons citoyens et aux fils fidèles de notre royaume pour qu'ils aident par des actes et par leur exemple mon gouvernement dans sa tâche consistant dans le maintien dans le pays de la paix et de l'ordre qui y ont régné jusqu'à présent. Et ce n'est pas seulement là un besoin du présent, mais encore un gage pour l'avenir de notre royaume. Nos nobles alliés et le monde entier ont constaté avec admiration les efforts héroïques, les sacrifices et l'endurance de mon armée qui a mérité la reconnaissance de la patrie. Tâchons, nous, d'oublier toutes nos controverses mutuelles et de montrer par l'abandon de toutes nos dissensions, l'exemple d'un peuple sobre et conscient, digne de vivre et de collaborer en paix avec les grands peuples civilisés dont il a eu l'honneur et la fierté d'être le camarade de guerre et l'allié loyal, d'un peuple qui suit l'exemple de patriotisme élevé et de sacrifices suprêmes dont ont fait preuve au cours de la guerre nos soldats, nos martyrs et nos hommes d'Etat.

Moi et mon gouvernement, nous nous occuperons activement et toujours des familles des guerriers qui, couverts de lauriers éternels, sont tombés au champ d'honneur pour la réalisation de la grande idée historique et de l'idéal national.

Au nom de mon auguste père et en mon nom propre, j'adresse des salutations royales à tout mon peuple, à tous les Serbes, Croates et Slovènes. Que la nouvelle année leur soit favorable, cette année nouvelle qui verra notre drapeau tricolore glorieux se déployer au nom de Dieu et briller pour toujours comme le symbole de notre royaume et de la souveraineté de notre Etat, sur toutes nos terres, sur toutes nos forêts, sur nos rivages et sur nos îles, d'un bout à l'autre de notre mer. Ayons tous une foi robuste dans la vie nouvelle et pleine de force de notre royaume. Que Dieu et l'esprit de nos ancêtres célèbres planent sur nous tous, qu'ils nous encouragent et nous protègent dans notre tâche laborieuse et pleine de gloire pour le bien et le bonheur de notre peuple.

Fait à notre Palais Royal, dans notre capitale Belgrade, le 24 Décembre 1918 (v. s.) :

ALEXANDRE m. p.

(Suivent les signatures du Ministre-Président et de tous les ministres.)

L'union des Serbes, Croates et Slovènes devant le parlement de Serbie

— La dernière séance de la Skoupchtina serbe —

Le discours du ministre-président Protitch

Le 29 décembre, le parlement du Royaume de Serbie s'est réuni à Belgrade, pour ratifier l'acte de l'union de tous les pays serbes, croates et slovènes avec la Serbie, en un Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Aussitôt la séance ouverte, le président a donné la parole à M. Stoyan Protitch, président du gouvernement, qui a prononcé le discours suivant :

Messieurs les députés,

Permettez-moi d'exprimer avant tout notre grande joie qui est aussi la vôtre, de ce que, après quatre années d'une vie pénible à l'étranger, quoique souvent dans les pays hospitaliers et amis, nous soyons ainsi rassemblés dans notre belle et fière Belgrade, comme représentants nationaux, comme parlement national de Serbie. Que de grands changements, d'incroyables visions et d'événements angoissants et brillants, combien de moments difficiles et pénibles et, combien, d'autre part, de moments splendides ont passé sur nos têtes et sur tout notre peuple aux trois noms et aux trois religions, nous le savons tous et nous en sommes les témoins.

Lorsque, il y a plus de quatre ans, nous dûmes quitter notre fière capitale de Belgrade, notre ennemi séculaire, l'aigle apostolique noir et jaune, était en face de Belgrade, pétulant, puissant, et faisait résonner son sabre. Il jetait des regards avides et se délectait dans l'espoir de voir le Royaume de Serbie alors victorieux déjà et renforcé par la délivrance d'une partie de ses frères de la domination turque, lui tomber dans le giron comme une poire mûre ; et il voyait déjà ouverte la route de l'invasion germanique vers l'Orient : d'un côté sur Salonique, de l'autre sur Bagdad et le golfe Persique. L'ultimatum, sans précédent dans l'histoire internationale, qu'il avait adressé au Royaume de Serbie, devait servir d'ouverture à cette campagne grandiose. Derrière l'Autriche-Hongrie, à présent déjà l'« ancienne », se tenait l'Allemagne, armée jusqu'aux dents et prête à se ranger à ses côtés. Et derrière celles-ci apparaissent déjà alors, et peu à peu, les alliés plus tard démasqués, de l'Autriche et de l'Allemagne, la Bulgarie, la Turquie, nos anciens adversaires. Tous, nous conservons encore le souvenir vivant des déclarations des milieux officiels et nationaux bulgares, sans parler des Turcs, qui nous disaient ouvertement et répétaient si souvent qu'ils ne pourraient pas admettre notre unification nationale et étatique.

Avec quelle sauvagerie et quelle barbarie ils se sont efforcés d'exterminer notre peuple dans les frontières du Royaume de Serbie, nous ne le savons que trop et l'Europe n'en a connaissance qu'imparfaitement. Le cœur serré au moment décisif et quand la vie du jeune royaume et de la dynastie de tout notre peuple ne tenait qu'à un fil, la Serbie avec sa dynastie nationale en tête, releva quand même le gant jeté avec insolence, après avoir préalablement essayé d'éloigner l'orage européen par un esprit de conciliation et d'accommodement, qui nous a valu l'admiration du monde entier et de l'ennemi lui-même. Le moment était sublime et angoissant : d'un côté l'abîme, la mort politique d'un peuple doux, capable et chevaleresque de 12 millions d'âmes et, de l'autre, son unification nationale et étatique ardemment désirée et entravée au cours de tant de siècles.

Ce qui s'est passé depuis ce moment-là jusqu'à aujourd'hui, vous le savez tous, car nous l'avons vécu nous-mêmes. C'est nous-mêmes qui avons fait et écrit de notre sang cette histoire vivante de notre peuple aux trois noms et aux trois religions. Aujourd'hui, après quatre années et demie écoulées, que de changements, que de perturbations énormes dans la situation et dans l'attitude des combattants d'alors et d'hier encore. Notre ennemi séculaire, l'aigle habsbourgeois est à terre, terrassé, ses ailes abattues et à plat ventre. Le grand empire allemand qui croyait, il y quatre ans et demi, tenir dans ses mains le sceptre de la domination mondiale, traverse aujourd'hui une crise terrible et fait des efforts pour transformer son organisme féodo-capitaliste en un organisme contemporain, européen et américain, aussi bien dans le sens social que politique. La situation désespérée de notre jeune royaume et de tout notre peuple s'est transformée en un spectacle majestueux, plein d'espérances et de belles perspectives pour l'avenir de notre peuple entier. Séparées par une muraille de Chine, dispersées de vive force, les parties de notre peuple s'unissent aujourd'hui, par leur volonté expresse, indubitable et clairement exprimée, en une unité nationale et étatique indivisible, en un royaume des Serbes, Croates et Slovènes. C'est pourquoi notre unité nationale et étatique, tant désirée et tant attendue, porte ses premiers fruits et acquisitions. Au moment où je vous parle, Messieurs les députés, nous avons déjà notre nouvel Etat commun et unitaire constitué ; c'est le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dont les limites territoriales ne sont pas encore, il est vrai, fixées par un traité international, mais qui sont déjà tracées par les grands principes solennellement proclamés par nos grands allés. Notre vaillante et chevaleresque armée, qui comptait déjà dans ses rangs des soldats et des officiers de toutes les parties de notre peuple, a fourni une base solide à ces limites par la délivrance de ces territoires. Notre fidélité chevaleresque, jusqu'à la fin et dans les moments les plus difficiles et les plus critiques de cette mêlée mondiale, à nos alliés et à la cause sacrée et commune, a davantage encore affermi notre droit et notre confiance. Les frontières de notre nouveau royaume correspondront à l'étendue territoriale sans discontinuité, que notre peuple habite.

Le 1^{er} décembre, Son Altesse Royale, le prince héritier Alexandre a proclamé l'unité nationale et étatique des Serbes, Croates et Slovènes, dans la réponse à l'adresse du Conseil National de Zagreb, qui avait, de son côté, décidé l'union des Serbes, Croates et Slovènes avec la Serbie, pour toutes les parties de notre peuple qu'il représentait et qui a communiqué cette décision de façon solennelle, dans l'adresse du même jour, remise au représentant de la couronne. Presque en même temps, le fraternel Monténégro et notre fière Voïvodie ont exprimé le même désir par des décisions spéciales, l'une du 26, l'autre du 25 novembre. Ce grand acte historique est accompli, Messieurs les députés, sans votre participation formelle, car ce mode de procédé fut dicté par la situation politique et par le développement précipité des événements. Mais lorsque nous avons conseillé à la couronne d'accomplir cet acte le dit jour, nous fûmes convaincus que vous seriez d'accord avec nous. Nous avons connu tous vos sentiments intimes ou exprimés,

nous nous sommes rappelés toutes vos décisions et manifestations de Corfou, toutes vos décisions et manifestations de Niche, lorsque contraint par l'ennemi, nous avons été obligés d'accepter la sanglante lutte. C'est pourquoi, Messieurs les députés, nous vous soumettons en toute certitude et confiance, ces deux actes historiques que j'aurai l'honneur de vous lire tout à l'heure, afin que vous en preniez connaissance et les approuviez.

J'ajoute qu'immédiatement après, a été formé un gouvernement royal pour tout le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et que, nous ne tarderons pas, d'accord avec le ban de Croatie, à procéder à l'organisation d'un parlement provisoire pour tout le territoire du nouvel Etat, d'un parlement devant lequel le gouvernement sera responsable et qui exercera les fonctions du parlement jusqu'à l'Assemblée Constituante qui votera la nouvelle constitution pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le discours du président de la Skoupchtina Yovanovitch

Après le ministre-président, le président de la Skoupchtina, M. Lyouba Yovanovitch, député de Lapovo, a prononcé à son tour le discours suivant :

Messieurs les Députés.

Entin voilà le moment auquel nous avons tant aspiré et pour lequel nous avons tant travaillé, pour lequel nous avons souffert et pour lequel notre race a vécu. Notre retraite et notre exil furent peut-être parmi les plus graves événements de l'histoire. Nous autres Slovènes, Croates et Serbes, tous, nous avons plus ou moins caressé au cours des siècles la chère idée de notre unification. Les meilleures forces de notre peuple ont travaillé dans le passé pour ce grand fait qui aujourd'hui est accompli. Glorifions-le, Messieurs les Députés, et réjouissons-nous en, bien que nous l'ayons payé d'un prix terrible. Ce prix, c'est le meilleur de notre sang versé par le pays, ce prix, c'est l'anéantissement des meilleures forces de notre peuple et enfin, ce prix, c'est la destruction de toutes les acquisitions de nombreuses et laborieuses générations. Tous, nous avons tout donné pour avoir quelque chose. Nos poètes n'ont que souhaité ce à quoi, nous autres, travailleurs publics, avons eu le bonheur de donner la consécration comme à une œuvre sainte.

Nos poètes ont dit :

« La bataille furieuse est terminée,
le sabre tranchant est brisé,
« La couronne d'or est broyée,
dans le sang tout a sombré,
« Les deux empereurs sont prosternés,
morts! »

C'est ainsi qu'on chanta la bataille de Kosovo. Alors nous avons engagé toutes nos forces pour repousser l'invasion des conquérants d'Asie, de même qu'aujourd'hui nous avons tout sacrifié pour résister à l'invasion germanique de l'Europe centrale. A Kosovo, nous n'avons réussi à sauver que l'honneur de la race serbe; aujourd'hui, nous avons sauvé l'honneur et la justice. Nous avons lutté pour la justice et l'avons obtenue par le sang, avec les autres peuples dont la compa-

gnie nous sera un titre d'honneur et de gloire éternel et que nos générations futures se rappelleront avec gratitude et fierté. Dans cette lutte, aucune épreuve ne nous a été épargnée; ni la brutalité sans égards de nos ennemis, ni les maladies graves, ni la défection de voisins, ni la trahison. Notre grande peur, la Russie, pour laquelle aujourd'hui encore nous ne pouvons exprimer que les souhaits les meilleurs a aussi quitté l'alliance avant la fin de la lutte.

Le Parlement national serbe prend connaissance avec le plus grand enthousiasme du fait accompli de notre unité nationale et l'inscrit à la page la plus sacrée de ses annales. Il acceptera volontiers tout ce qui est nécessaire dans l'intérêt de l'organisation de ce grand Etat, le nôtre. Il estime qu'après l'éloignement de tout danger extérieur, le moment est venu de préparer un meilleur avenir commun. Les frontières de notre nouvel Etat doivent s'étendre conformément au droit de chaque peuple de vivre libre sous son propre toit, excluant de son milieu tout pouvoir étranger. Nous fûmes pendant des siècles victimes de l'invasion turque. Nous avons déployé tout un siècle d'efforts et de sacrifices humains pour échapper à l'invasion teutonne. Qu'il n'y ait plus ni invasions ni tentatives d'invasions dans les Balkans. Ni petites, ni grandes, ni du nord, ni du sud, ni de l'occident. Tout ce qui est nôtre qu'il le reste, et que ce qui est à nos voisins leur appartienne. La nouvelle histoire ne pourra se faire si les anciens préjugés sont maintenus et si les anciennes erreurs se répètent. Quant aux Balkans, qu'ils soient laissés aux peuples balkaniques!

Rappelons-nous, messieurs, les acquisitions de la justice réalisées à l'égard de notre peuple. Nous nous souviendrons de la grande dette que nous avons envers notre armée, envers tous les héros de notre peuple et de nos alliés; envers ceux qui ont le bonheur d'assister à la réalisation de la plus grande œuvre nationale de notre peuple, depuis son existence; envers ceux qui l'ont payée de leur vie ou de leur santé. Notre nouvelle patrie doit exprimer de façon visible notre reconnaissance envers eux tous. Les enfants des guerriers tombés doivent devenir les pupilles de la nation, jusqu'à l'âge où ils pourront servir leur patrie comme l'ont fait si honorablement leurs pères. Notre peuple injustement attaqué, ses maisons démolies, ses biens détruits et ses richesses pillées et emportées par l'ennemi, tout cela doit être couvert par des indemnités.

Je crois interpréter la pensée et les sentiments de tout le Parlement en lui proposant de voter, tout en ratifiant la déclaration du gouvernement et en lui exprimant notre confiance, la résolution suivante :

« L'Assemblée Nationale du Royaume de Serbie est heureuse de pouvoir, par cet acte, donner une confirmation politique à l'œuvre réalisée de l'union des Serbes, Croates et Slovènes. Elle a confiance que les frontières de l'Etat seront tracées de telle sorte que le droit de libre disposition de notre peuple ne soit pas lésé. Elle attend du gouvernement qu'il défende jusqu'au bout ce droit. Elle attend aussi que le droit de notre peuple à la réparation des dommages causés illégalement par l'ennemi soit exposé, défendu et reconnu, et que les personnes coupables des crimes terribles et des méfaits commis soient châtiées.

Messieurs les Députés.

Levons-nous et remercions Dieu d'avoir sauvé notre peuple! Inclignons-nous devant l'ombre de ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur! Rendons hommage à nos nobles alliés et écrivons-nous :
Que le peuple uni des Serbes, Croates

et Slovènes vive longtemps dans l'honneur et la liberté parmi les autres nations libres! »

Le discours du président du Parlement a été acclamé et sa proposition acceptée à l'unanimité.

Quelques remarques sur les futures relations serbo-bulgares

La question balkanique ne soulève des difficultés que dans le problème bulgare. La solution de ce problème sera cependant plus facile si l'on reste sur le terrain des réalités et si l'on abandonne à jamais l'illusion de pouvoir faire dans les Balkans ce qu'on n'a pu jusqu'à présent accomplir dans l'autre partie de l'Europe, celle qui n'était pas balkanique et qui se dit civilisée. De même que les « Civilisés » ne le sont pas tous au même degré, de même les Balkaniques se présentent sous de différentes couleurs. En application de la formule heureuse de M. Jean Finot qui a divisé l'Europe en deux camps opposés : « Civilisés » contre « Allemands », les peuples balkaniques prétendent, eux aussi, être distingués d'une façon bien marquée des Bulgares avec lesquels ils n'ont rien de commun, sauf les frontières géographiques. Cette vérité si simple et si naturelle ne convient pas aux amateurs politiques qui veulent appliquer à tous les peuples dans les Balkans la même mesure et qui n'admettent aucune distinction. Il y a même dans les pays alliés quelques bulgaromanes qui sont disposés à faire un distinguo tout en faveur des Bulgares. Or, le problème balkanique ne peut pas être traité d'une façon aussi uniforme. Dans les Balkans, comme partout ailleurs, il y a des peuples dont il faut bien se garder et qu'il est utile de tenir à une certaine distance. C'est le cas du peuple bulgare. Le sentiment général des Serbes à l'égard des Bulgares n'est pas de la haine, mais plutôt une sorte d'aversion. Les Serbes se refusent à se rapprocher d'un peuple qui a su si bien faire son métier de bourreau. Ceux qui ont souffert, en Belgique, dans le Nord de la France et en Alsace-Lorraine nous comprendront. C'est à eux de nous comprendre et cela nous suffit.

Dans le domaine politique, nous observons une attitude conforme aux réalités telles qu'elles se présentent après ces quatre années de guerre. Le point de vue serbe dans la question bulgare est en effet exactement le même que le point de vue des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Magyarie. Cela veut dire : d'abord la liquidation de la guerre et ensuite la reconstruction du monde. Avant de parler de nos relations futures avec la Bulgarie, nous tenons donc à appliquer à ce pays les mesures de sanction, de restitution et de réparation en correspondance avec les actes commis pendant la guerre. La question des sanctions est la première qui se pose. D'abord la sanction pour l'attaque préméditée, voulue, contre la Serbie en 1915. L'attaque de la Bulgarie contre la Serbie et les Alliés est, à notre avis, un des actes les plus odieux de toute la guerre. Délibérément et guidée uniquement par le désir de détruire et d'assassiner, la Bulgarie, que personne ne menaçait, s'est jetée dans la fournaise. Elle a eu aussi sa guerre, non pas « fraîche et joyeuse », mais sournoise et traîtreuse. On lui offrait des terres serbes en Macédoine pour la gagner à la cause alliée; c'était inutile. La Bulgarie faisait partie du bloc germanique d'âme et de corps. Et elle s'est montrée digne de ses maîtres de Berlin.

Que nous plaçons en premier lieu la question des sanctions, ce n'est que trop naturel. Les Allemands ont molesté le cardinal Mercier, les Bulgares ont assassiné l'archevêque serbe Vitchentit. Les Allemands ont maltraité les prisonniers alliés, les Bulgares ont affamé à dessein les prisonniers serbes. D'après le témoignage du correspondant balkanique de « Times » (numéro du 29 novembre), « sans l'ombre d'un doute, l'esclavage du plus abominable type connu dans l'histoire moderne ou ancienne a été pratiqué

dans une large mesure, pendant la guerre actuelle, par la Bulgarie ».

Les Allemands ont déporté les Belges, les Bulgares ont déporté, eux aussi, la population serbe, et 53.000 déportés serbes ne sont jamais revenus dans leurs foyers.

Les Bulgares ont recruté la population serbe, ont livré les jeunes filles serbes aux Turcs, ont rasé des villages entiers. Tous ces actes ont dû être ordonnés par quelqu'un. Qu'il s'appelle Ferdinand, Radoslavoff, Tontcheff, Guéchoff ou un autre « off », cela ne change en rien l'obligation morale, l'obligation impérative et absolue des Alliés d'exiger des sanctions. Tous les coupables devant la Haute-Cour, tous, sans exception, les grands et les petits! Que l'on saisisse les archives à Sofia et que l'on découvre les coupables! On peut s'étonner que l'on ne l'ait pas encore fait. Quant aux réparations et restitutions, les commissions impartiales établiront les détails. La Bulgarie s'est enrichie au détriment de la Serbie. Il s'agit de lui reprendre ce qu'elle a emporté et de lui faire payer ce qu'elle a détruit.

Quelques Bulgares ont lancé, immédiatement après la capitulation, l'idée de la Confédération Balkanique, dans l'espoir de sauver ce qui peut être sauvé après la faillite de la politique germanique. Sachant que les Alliés n'obligeront plus la Serbie à céder à la Bulgarie une partie de son territoire national, la Bulgarie a changé de tactique; elle demande maintenant la Confédération Balkanique et elle exigera certainement qu'une partie de la Serbie et de la Grèce soient constituées sous le nom de Macédoine, nom purement géographique et datant de l'époque où il n'y avait pas du tout de Slaves dans les Balkans. La Bulgarie espérait aussi empêcher, par cette combinaison, l'union des Serbes, Croates et Slovènes et contribuer indirectement à la conservation de l'Autriche-Hongrie. Jeu aussi puéril que transparent. Proposez à un Belge une confédération avec l'Allemagne et vous verrez ce qu'il vous répondra. Une confédération suppose toujours une certaine communauté d'ordre moral, psychologique. Est-ce qu'une confédération entre la France et l'Allemagne est possible? Tout sépare les Serbes des Bulgares et c'est une ironie cruelle que de parler d'une confédération serbo-bulgare au moment même où nous sommes en train de constater toutes les horreurs commises par les Bulgares dans la Serbie occupée. Quel blasphème!

Avant les guerres balkaniques et avant la guerre européenne, nous avons eu, avec les Bulgares, deux intérêts communs : le premier intérêt commun, c'était de délivrer nos frères irrédimés du joug turc. Le second, c'était de nous défendre ensemble contre la pénétration austro-allemande en Orient. Aujourd'hui, la Turquie est écartée et l'Autriche-Hongrie n'existe plus. Le danger germanique n'est pas complètement aboli, mais les Bulgares sont les derniers qui puissent nous aider contre la poussée du germanisme. Les guerres balkaniques et la guerre mondiale l'ont prouvé d'une façon indiscutable. Nous avons conclu avec la Bulgarie, en 1912, un traité d'alliance pour délivrer la Macédoine du régime turc. Tandis que nous agissions loyalement, les Bulgares, qui voulaient exploiter le concours serbe pour des fins impérialistes et qui ne s'attendaient pas à nos victoires, avaient tout fait pour que nous fussions battus par les Turcs. Il est prouvé aujourd'hui que le gouvernement bulgare avait agi en plein accord avec l'Autriche et suivant les instructions qui lui venaient de Berlin et de Vienne. L'attaque traîtreuse du 29 juin 1913

FEUILLETON

Les relations serbo-grecques

par St. STANOYEVITCH

professeur à l'Université de Belgrade

(Suite)

De nouvelles tentatives pour rapprocher la Serbie et la Grèce en vue d'une action commune eurent lieu en 1890. Malgré les dissensions provoquées par les affaires ecclésiastiques de l'ancienne Serbie et de la Macédoine qui rendaient tout accord très difficile, il semble cependant qu'on a pu arriver à des résultats satisfaisants, et que même une alliance formelle fut signée. Mais lorsqu'on dut arriver aux actes, l'alliance écrite resta lettre morte.

Ainsi, pendant tout le XIXe siècle, la Serbie et la Grèce ont conclu des alliances uniquement théoriques; ces alliances n'ont jamais reçu d'application pratique. Le sort de tous les traités serbo-grecs du XIXe siècle fut de n'avoir jamais été remplis. Mais que ces traités aient été plusieurs fois renouvelés et refaits, cela prouve que les circonstances et les événements avaient instruit la Serbie et la Grèce et que la logique a toujours une force dont rien ne peut triompher.

En 1908, après la victoire des Jeunes-Turcs et lorsque ces derniers commencèrent à exécuter leur plan militariste et impérialiste de panturquisation, il apparut clairement à tous les hommes d'Etat des nations balkaniques que leurs compatriotes habitant la Turquie se trouvaient dans une situation fort périlleuse et que le dernier moment était arrivé pour essayer de les sauver, alors qu'ils traversaient une des périodes les plus terribles de leur existence nationale. Indépendamment les uns des autres, les hommes d'Etat de la péninsule décidèrent alors de faire quelque chose pour aider leurs frères irrédimés. Le souverain bulgare avait

en outre d'autres motifs, des raisons de politique intérieure, pour provoquer un conflit. Bref, lorsque le gouvernement bulgare proposa de déclarer la guerre aux Turcs, cette proposition fut bien accueillie, aussi bien à Athènes qu'à Belgrade et à Cetigné.

Il semble qu'en 1912 il n'y ait pas eu de traité formel et spécial entre la Serbie et la Grèce. Nonobstant, les deux Etats ordonnèrent ensemble leur mobilisation et conduisirent ensemble la guerre. Chose extraordinaire! A travers le XIXe siècle, la Serbie et la Grèce avaient conclu plusieurs fois des ententes et des alliances contre la Turquie, et cependant lorsque l'une d'elles entra en action, l'autre restait toujours neutre. Pour une fois où la Grèce et la Serbie entrèrent ensemble en guerre, ce fut sans avoir signé le moindre traité!

On connaît l'heureuse issue et les beaux résultats de cette action des Etats balkaniques. Mais dès qu'ils eurent accompli la principale tâche, des dissensions s'élevèrent entre eux. Très près des Prussiens par leur mentalité, élevés dans l'esprit prussien mégalomane et impérialiste, les Bulgares avaient l'intention d'imposer leur hégémonie à la péninsule balkanique. Cette tendance bulgare fut vivement appuyée par l'Autriche, parce que la réalisation de telles aspirations ou même simplement la querelle qu'elles pouvaient faire naître, ne pouvaient qu'amener l'affaiblissement de la Serbie.

La soif bulgare d'hégémonie et le péril commun rapprocha la Serbie et la Grèce. Pour la première fois, le traité conclu, entre elles reçut une application pratique et fut observé.

Ce traité était essentiellement défensif et devait garantir aux deux parties la possession de ce qu'elles avaient conquis dans la guerre et que les Bulgares leur contestaient à toutes les deux.

Cette fois la Serbie et la Grèce n'eurent pas même le loisir d'examiner les clauses de ce traité et de se livrer à de longues réflexions. La Bulgarie, confiante en sa force et pensant qu'elle aurait raison de ses deux anciennes alliées, les attaqua en même temps. Les Serbes et les Grecs auraient été contraints de combattre et de se défendre ensemble, même si aucun traité n'eût existé entre eux.

L'action commune des deux peuples fut couronnée d'un plein

succès: la Bulgarie fut battue et l'entrée de la Roumanie en guerre ne fit qu'achever la catastrophe. Par le traité de Bucarest (1913), plusieurs questions furent résolues favorablement pour la Serbie et la Grèce. Certaines clauses de ce traité impliquaient l'application pratique du principe suivant lequel les peuples balkaniques sont libres de disposer d'eux-mêmes et de déterminer leur sort, ce qui signifiait pour eux qu'ils ne permettraient jamais à personne d'exercer la tyrannie, l'hégémonie et la souveraineté exclusive sur la péninsule.

Mais en signant le traité de Bucarest, les hommes d'Etat roumains, grecs et serbes s'étaient bien rendu compte du danger auquel étaient, depuis le premier jour, exposés leurs acquisitions. Il était clair que les Bulgares, par suite de leur développement et de l'état de leur mentalité, ne s'accommoderaient pas longtemps de la situation nouvelle qui leur était imposée et qu'ils travailleraient de toutes leurs forces pour faire, le plus tôt possible, table rase du traité de Bucarest. Les nuages commençaient à s'accumuler sur l'horizon de la politique européenne et on se rendait compte de la gravité de l'heure. Nul ne doutait que les Bulgares voudraient saisir la première occasion pour en venir là et corriger leur destinée. De toute évidence également, l'Autriche les aiderait à ce moment par tous ses moyens.

Les hommes d'Etat roumains, grecs et serbes avaient donc, à part la conclusion de la paix, une tâche bien plus difficile et bien plus importante à accomplir: ils devaient trouver aussi le moyen de faire respecter le traité de Bucarest et de s'assurer les acquisitions qui y étaient énoncées.

Les relations entre la Grèce et la Serbie devinrent dès lors plus intimes et plus étroites; d'abord parce que leurs frontières se touchaient et que les relations commerciales pouvaient être beaucoup plus actives, et aussi parce que tout le monde, en Serbie comme en Grèce, sentait que les intérêts serbo-grecs étant les mêmes, les deux nations devaient les défendre en commun. En Serbie et en Grèce prévalut la conviction que la Serbie et la Grèce devaient marcher toujours ensemble et que leurs bonnes relations devaient constituer la base de leur politique extérieure.

contre les Serbes et les Grecs, a été décidée et exécutée par les Bulgares sur le conseil de l'Austro-Allemagne. Et en 1914 la Bulgarie s'efforçait d'entrer formellement dans la Triple-Entente comme l'a révélé le rapport Lerchenfeld aux gens naïfs qui croyaient encore au caractère « national » de la politique bulgare. Lorsqu'on aura saisi et publié d'autres documents, surtout ceux de Sofia, on aura alors la vision claire de ce peuple-valet qui travaillait pour le roi de Prusse. C'est alors qu'on comprendra mieux pourquoi nous autres Serbes nous ne ressentons aucune envie d'avoir n'importe quelles autres relations avec la Bulgarie que celles strictement nécessaires. Rien ne nous unit et tout nous sépare. Ce qui veut dire que nos futurs rapports doivent être réglés de la même façon qu'avec n'importe quel autre Etat qui nous est indifférent.

Ce qui est essentiel, c'est de préserver le royaume des Serbes, Croates et Slovènes contre une nouvelle attaque bulgare. Les mêmes mesures de précaution que l'on prendra vis-à-vis de l'Allemagne doivent être prises aussi vis-à-vis de la Bulgarie. Une Bulgarie mise dans l'impossibilité d'attaquer ses voisins, c'est ce que les Etats balkaniques doivent demander en premier lieu. Tout rapprochement particulier en dehors des relations strictement nécessaires est aujourd'hui impossible entre Serbes et Bulgares. De nouvelles générations peuvent penser autrement. Quant à nous qui avons assisté aux massacres de nos populations innocentes, nous ne pouvons pas souiller la mémoire de nos morts par des arrangements, non seulement contraires à nos sentiments, mais parfaitement inutiles. La Bulgarie a choisi sa voie, nous avons choisi la nôtre. Nous sommes Serbes et entendons le rester. Ils sont Bulgares, qu'ils le restent.

L. M.

Comment les Italiens procèdent à Trieste

Le Bureau télégraphique de Lioubliana (Ljubljana) annonce :

Les étudiants italiens de Trieste ont tenu le 29 décembre, une assemblée au théâtre Rosetti et y ont exprimé le vœu des Italiens de réunir la Dalmatie et Fiume à l'Italie. Les Italiens de Trieste ont de nouveau, à cette occasion, manifesté contre les Slovènes. Précédés de drapeaux italiens, les manifestants se rendirent d'abord à la résidence du duc d'Aoste, où se trouvait aussi le général Diaz, puis, de là, se dirigèrent vers la résidence de l'évêque. Ils forcèrent l'entrée des appartements privés de l'évêque et de ses sœurs, ainsi que celle de la chapelle. Une quantité de livres, d'images et de lettres furent jetés dans la rue, où de nombreux manifestants criaient : « Vive l'Italie ! A bas l'évêque ! Hors les Slovènes ! » Un certain nombre de manifestants firent irruption dans le cabinet de travail de l'évêque où, après avoir forcé les bureaux, ils perquisitionnèrent dans les papiers personnels de l'évêque et s'emparèrent d'une partie des lettres trouvées.

Environ cinquante manifestants se mirent à la recherche de l'évêque, Mgr Karlin, qu'ils sommèrent, en le menaçant du poing, d'abandonner sa résidence épiscopale et de crier, du balcon où les manifestants avaient hissé le drapeau italien : « Vive l'Italie ! », à la foule massée sur la place. L'évêque refusa catégoriquement d'obéir à cette sommation. Les manifestants voulurent encore obliger le secrétaire de l'évêque, dont les papiers avaient aussi été jetés dans la rue, à baisser le drapeau italien. Les manifestants se rendirent ensuite devant la rédaction du journal « Edinost », dont ils arrachèrent les enseignes ; ils entrèrent dans la maison, vide à ce moment-là, et y commirent de grands dégâts, après quoi un grand drapeau slovène fut brûlé sur la place.

Autour du Banat

Quelques-uns de nos alliés roumains mettent trop de zèle à prouver leur droit à la possession de la province du Banat, si chère à tout Serbe. N'ayant pas de titre national à faire valoir, ils invoquent l'« entité géographique », au nom de laquelle ils voudraient englober dans la grande Roumanie aussi une partie de notre corps national. Nous autres, Yougoslaves, n'avons décidément pas beaucoup de chance avec les considérations d'ordre stratégique et géographique ! Dans cette horrible guerre pour la liberté des peuples qui nous a valu l'exode funèbre à travers l'inhospitalière Albanie, nous avons persévéré avec une fidélité religieuse aux côtés de nos grands alliés. Sans échouer devant les insidieuses propositions du vainqueur abhorré, nous avons risqué notre existence nationale et supporté avec un mutisme de martyrs la géhenne que nous imposait l'ennemi. Et pourtant dans cette guerre pour la liberté des peuples, nos amis et alliés voudraient couper des morceaux du corps vivant de notre malheureux peuple, au nom d'intérêts d'ordre géographique et stratégique ! Et cela, avec un air d'innocence et de bonne foi si bien joué que l'on en reste stupéfait.

Dans le numéro du 19 décembre de la « Roumanie », M. Georges-G. Mironesco parle de l'« Heure de la Justice » ; il écrit « Justice » avec une majuscule, évidemment dans le but d'en pouvoir mieux abuser, ce que prouve du reste tout son article. A propos de nos revendications sur le Banat (où il ne conteste pas la présence de nombreux Serbes), il dit, au nom de la géographie maudite, « qu'il est dans l'intérêt général de tempérer l'application du principe ethnographique », naturellement à notre détriment. La suite de l'article de M. Mironesco nous étonne encore plus, à tel point même, que nous tenons à citer ses vues : « Cela (tempérer l'application du principe ethnographique) s'impose surtout dans le cas du Banat, parce que les deux nations peuvent s'entendre par des concessions réciproques. En effet, il y a en Serbie, dans la vallée de Timok, à peu près trois cent mille Roumains et, dans la Macédoine serbe, il y en a un nombre égal, sinon supérieur. A cause de la sympathie qui existe entre les Roumains et les Serbes, nous n'avons pas voulu revendiquer ces 600.000 Roumains. En échange de ce sacrifice, nous attendons de la part des Serbes un sacrifice analogue dans le Banat, surtout que leur sacrifice serait moins important que le nôtre, parce qu'ils ne pourraient récupérer dans le Banat que tout au plus deux cent mille Serbes. Nous espérons donc que l'entente va se faire sur cette base entre ces deux peuples amis, qui n'ont eu aucun conflit dans le passé. En tout cas, une chose est certaine : les Serbes

ne pourront pas, en même temps, incorporer leurs frères du Banat et garder nos frères du Timok et de la Macédoine. S'ils tenaient à passer le Danube pour s'adjointre leurs frères du Banat, nous passerions aussi le Danube pour incorporer nos frères du Timok et pour tâcher de récupérer les Roumains de Macédoine ».

Cette prose mérite d'être citée comme un exemple frappant de chauvinisme outré et au plus haut degré nuisible aux bonnes relations d'amitié qui existent entre les Roumains et les Serbes. Des exagérations grossières et enfantines caractérisent l'argumentation de M. Mironesco et, si nous ne nous en défendons pas trop, c'est que nous sommes sûrs que les vues de M. Mironesco sont ses vues personnelles, et qu'elles n'engagent en rien la pensée de tous les autres Roumains, et surtout celle des Roumains compétents.

Nous tenons cependant à réfuter de la façon la plus énergique ces assertions, qui sont nuisibles à l'amitié de deux peuples voisins. D'abord, parce que ce n'est pas pour que l'« application du principe ethnographique soit tempérée » à notre détriment, que nous avons versé notre sang trop abondamment. Ensuite, nous estimons absurde et drôle d'affirmer que « les Roumains n'ont pas voulu revendiquer les 600.000 Roumains de Serbie à cause de la sympathie qui existe... ». M. Mironesco jongle avec des centaines de mille de Roumains qui n'existent pas ; et c'est ce qui explique qu'il se soit antérieurement abstenu de parler de la revendication des Roumains de Serbie. La rectification qu'il donne dans le numéro du 26 décembre de la « Roumanie » prouve à quel point on peut se fier à ses chiffres ; il dit : « Dans mon article « L'Heure de la Justice », j'ai affirmé que dans la Macédoine serbe il y a trois cent mille Roumains. Ce chiffre, qui correspondrait aux revendications maxima des Serbes (pourtant il a dit expressément « dans la Macédoine serbe ») n'est pas exact si l'on s'en tient à la partie de la Macédoine attribuée aux Serbes par le traité de 1913. Dans les limites de ce traité, la Macédoine serbe contient cent mille Roumains ».

Ce marchandage avec des centaines de mille donnerait encore une baisse notable de Roumains ou plutôt de Koutzo-Valaques de Macédoine, si M. Mironesco était guidé par un esprit de justice et non par des nécessités de propagande. Quant aux Roumains de la vallée de Timok, que M. Mironesco estime au nombre de 300.000, cette affirmation ne doit pas être prise plus au sérieux que celle citée plus haut. Environ 150.000 Roumains de la vallée de Timok remercieraient fort poliment

M. Mironesco de son plaidoyer, simplement parce qu'ils n'ont jamais montré aucun signe de mécontentement et qu'ils n'ont jamais pensé à être réunis à la Roumanie, pour une cause que M. Mironesco connaît certainement. Le paysan libre, propriétaire de sa terre et des fruits de son travail, aime et apprécie sa liberté, même si sa patrie s'appelle la Serbie.

Enfin, la dernière et la plus inquiétante argumentation de M. Mironesco présente un caractère de menace. La phrase « Nous passerons le Danube pour incorporer nos frères... » est malheureuse. Si elle ne nous effraie pas, elle nous attriste du moins beaucoup.

Il nous a été très pénible de nous occuper d'un article écrit sur un ton aussi blessant ; mais nous avons cru devoir faire entendre notre voix, dans l'intérêt commun de deux peuples voisins. Nous regrettons également que notre confrère, la « Roumanie », ait patronné des vues peu propres à vivifier les rapports si amicaux des Serbes et des Roumains.

Dr L. Popovitch.

Une tentative de la Bulgarie à Rome

Le « Times » du 8 Janvier, annonce que le gouvernement bulgare a fait ces derniers temps des efforts pour renouer les relations diplomatiques avec les puissances européennes occidentales. Quoique les puissances de l'Entente se trouvent encore formellement en état de guerre avec la Bulgarie, le gouvernement de Sofia a fait à l'Italie la proposition d'envoyer une mission semi-officielle bulgare à Rome. Dans un télégramme adressé à M. Sonnino, M. Thodoroff dit :

« Que votre Excellence me permette de l'assurer que les événements qui se sont passés en Bulgarie pendant cette lutte gigantesque, sont tout à fait étrangers aux intentions et aux sentiments de la nation bulgare. Des délégués bulgares semi-officiels seront chargés de la mission d'établir la vérité sur le pénible passé, de jeter la lumière sur la situation actuelle en Bulgarie et d'insister sur les sentiments de chaude sympathie avec lesquels le peuple bulgare a toujours suivi les nobles et héroïques efforts de l'Italie vers l'unité nationale ».

Un ancien ami de la Bulgarie

M. J. D. Bourchier, ancien correspondant du « Times » à Sofia, connu par sa bulgarophilie incorrigible, vient de publier dans le « Times » du 8 janvier une lettre où il demande que la conférence de la paix abolisse le traité de Bucarest de 1913 et qu'elle livre aux Bulgares la Macédoine serbe. Nous enregistrons ce plaidoyer en faveur de la Bulgarie, qui vient, en fait, un peu tard ! Trois ans de guerre avec la Bulgarie n'ont rien appris à M. Bourchier, qui parle comme si nous étions en l'an 1915, lorsque l'Entente suppliait la Bulgarie de s'associer aux puissances qui luttèrent pour le droit et la justice. La Bulgarie, pour toute réponse, attaqua la Serbie et ses alliés et c'est après tous les crimes qu'elle a commis, que M. Bourchier nous propose de la récompenser en lui attribuant la Macédoine serbe et grecque ! Cela se passe de tout commentaire.

Revue des Balkans

94, Rue Lafayette - PARIS

Abonnement : UN AN, 30 Fr. ; Etranger, 50 Fr.

Directeur, Léon SAVADJIAN.

Et cette disposition d'esprit, ainsi que la situation politique d'alors, bref, les véritables intérêts bien compris des deux parties, dictèrent le traité d'alliance entre la Serbie et la Grèce.

Ce traité devait garantir tout d'abord l'intégrité territoriale de la Serbie et la Grèce et les acquisitions indiquées par le traité de Bucarest. Il devait ensuite défendre les deux Etats contre une attaque éventuelle de la part des Bulgares, et surtout empêcher à tout prix l'hégémonie bulgare dans les Balkans. Mais le traité serbo-grec avait, dans son fond, une importance beaucoup plus profonde et pour la Serbie et pour la Grèce. Il garantissait la défense des intérêts vitaux des deux pays, intérêts qui avaient le caractère d'une parfaite identité. D'après son esprit et la signification de son contenu, ce traité fut la convention la plus naturelle et la plus absolue et assurait la commune et mutuelle défense des deux Etats contre toute attaque qui menacerait l'existence de l'un ou de l'autre.

Après la signature dudit traité, les hommes d'Etat serbes et grecs purent considérer avec raison que leurs Etats étaient bien garantis et préparés à toutes les éventualités qui pourraient se produire.

Peu de temps après, la Grèce ayant eu un conflit avec la Turquie, celle-ci semblait vouloir saisir la première occasion pour se venger sur la Grèce isolée, de ses insuccès de la guerre de 1912. La Grèce demanda alors au gouvernement serbe s'il estimait qu'en présence d'une pareille attaque de la Turquie contre la Grèce le « casus d'édinost » entrerait en vigueur et si dans ce cas la Serbie viendrait en aide à la Grèce. Le gouvernement serbe répondit, sans perdre un instant à réfléchir et sans la moindre hésitation, qu'il estimait qu'en cas d'une pareille attaque de la part de la Turquie le « casus d'édinost » entrerait en vigueur, bien que cela n'eût pas été spécialement envisagé et fixé dans le traité d'alliance, et que la Serbie serait aux côtés de la Grèce sans aucune réserve pour l'aider par une action armée.

Cette décision du gouvernement serbe ne fut pas cachée à la Turquie, et c'est ce qui, sans aucun doute, contribua à apaiser les sentiments belliqueux des Turcs. Mais quelque temps après, la guerre européenne éclata...

(A suivre)

La renaissance de la presse serbe

La guerre que l'Autriche-Hongrie a déclenchée n'était pas seulement une guerre déclarée à la Serbie mais à tout ce qui était serbe, tant en Serbie qu'en Autriche-Hongrie. En attendant que la soldatesque germano-magyare se ruât sur sa petite victime, la Serbie, elle se jeta avec la rage qui lui est coutumière, sur tout ce qui était serbe en Autriche-Hongrie. La première victime de la politique d'extermination fut naturellement la presse serbe. Considérée comme le plus dangereux moyen d'agitation en même temps que l'expression vivante de l'existence nationale serbe, elle devait être réduite au silence. Les autorités austro-serbes, elle devait être supprimée de tous les journaux et hongroises ordonnèrent la suppression de tous les journaux et périodiques serbes. Même les journaux pour la jeunesse ne furent pas épargnés par l'inquisition autrichienne. Les rédacteurs et en général tout le personnel des rédactions furent jetés dans les prisons sans jugement. Les caractères cyrilliques en usage chez les Serbes furent prohibés et on devait bien se garder de les employer. Un tel crime était dénoncé par dans la correspondance privée ; un tel crime était dénoncé par le censeur et l'auteur était immédiatement emprisonné. La suppression des journaux serbes était d'ailleurs la meilleure chose que les Germano-Magyars pouvaient faire, les Serbes n'ayant plus aucune opinion à exprimer sous la menace des baïonnettes ennemies. Un silence sépulchral régnait : la conscience germano-magyare était délivrée du cauchemar serbe.

Lorsque, après deux défaites honteuses, les Austro-Magyars, avec l'aide des Allemands et des Bulgares, écrasèrent la Serbie, ils déchainèrent leurs instincts barbares aussi sur la presse de Serbie. Aucune trace ne devait subsister de ce qui était serbe. Ne pouvant trouver des âmes vénales en Serbie, ils amenèrent avec eux leurs mercenaires, avec l'aide desquels ils crurent arriver à semer la corruption dans le peuple vaincu. Vains efforts. Ils furent reçus avec dédain et mépris par l'écrasé.

Les Bulgares, dignes frères des Germano-Magyars exécutèrent la même politique d'extermination avec une joie non dissimulée,

y ajoutant les fantaisies de leur goût spécial et touranien. Et les Magyars, dont la langue n'est connue que dans les lieux de débauche en Serbie, crurent aussi nécessaire de publier un journal pour répandre leur culture dans ce malheureux pays.

Après leur très peu glorieux départ, les traces de cette culture ne sont visibles que dans les ruines et la mort qu'ils ont semée derrière eux. Ce sera le seul souvenir qui restera de leur occupation de trois années.

Malgré leur départ précipité, ils n'oublièrent pas d'enlever tout ce qui était susceptible de l'être et d'anéantir ce qu'ils ne pouvaient emporter. Les caractères nécessaires à la presse avaient été emportés déjà au moment de leur entrée en Serbie. Aussi était-il particulièrement difficile d'avoir du matériel d'imprimerie. Par le chemin de fer, il était impossible d'apporter ce matériel, les lignes ferroviaires étant détruites pour de longs mois. Donc ce n'est qu'avec des moyens très restreints qu'on put recommencer le travail. Ce sera un titre de gloire pour les journalistes serbes d'avoir eu raison aussi vite des difficultés.

A Skoplje paraît déjà, en effet, le « Srpski Jug », journal qui se publiait avant l'invasion ennemie. A Belgrade, paraissent trois journaux quotidiens : « La Pravda », organe des progressistes ; « La Samoprava », organe du parti radical, et « Les Vetchernié Novosti », journal politique sans couleur politique. Il faut noter qu'avant la guerre, environ quatre-vingts journaux divers paraissaient à Belgrade. Dès que les communications seront rétablies, la vie journalistique reprendra plus fort que jamais.

La presse se rétablit plus vite dans les régions serbes qui étaient jadis sous la domination austro-magyare, grâce à la facilité qu'on y a de trouver du matériel d'imprimerie. A Novisad (Neusatz) paraissent deux journaux : « La Zastava » et « La Sloboda » ; à Subotica (Szabadka), un journal, « Le Neven » ; à Veliki Betcherek, « Le Banatski Glasnik » ; à Temichvar, « La Sloga », et à Vrehatz, « Le Srpstvo ».

Dans les autres parties de la Yougoslavie, la vie reprend également. Ainsi, dans peu de jours, la presse reprendra sa fonction d'une si haute importance, mais, cette fois-ci, elle sera délivrée de la censure austro-turque.

L. P.

La voix de la Dalmatie

Pour la vérité !

Par M. J. Biankini, directeur du « Narodni List » à Zadar (Zara)

Si les principes de justice professés par Wilson pour la systématisation du monde civilisé ne sont pas des phrases vides de sens, si la France et l'Angleterre qui ont accepté ces principes, veulent réellement la rénovation du monde et l'inauguration d'une ère de paix et de fraternité parmi les peuples, et si l'Italie désire la paix et l'amitié de l'Etat sud-slave, alors nous, Slaves du Sud, pouvons être certains que notre juste cause sera, elle aussi, résolue d'une façon juste.

Nous, Sudslaves de Dalmatie qui nous trouvons depuis des siècles sous le joug étranger, il nous sembla rêver en nous sentant libres après le renversement de la domination autrichienne. Mais notre rêve fut de courte durée, car après quatre jours de liberté seulement, l'occupation italienne nous tomba de façon tout à fait inattendue sur le dos et nous fit sentir une plus dure oppression encore que celle pratiquée avec les méthodes héréditaires de l'Autriche et de l'Allemagne, nous rappelant des temps meilleurs même sous la domination autrichienne.

Les quelques Italiens de la Dalmatie convaincus de la vérité de ce que je viens de dire falsifient les faits en suivant la règle: « Demandez beaucoup, il en reste toujours quelque chose », et cherchent à tirer profit de l'occupation italienne. Ils trompent l'opinion publique en Italie en répandant des nouvelles selon lesquelles « toute la population de la Dalmatie a accueilli les Italiens avec des manifestations d'un enthousiasme délirant » et notre province aurait désiré être incorporée à l'Italie. Par exemple, on raconte qu'à Zadar (Zara), plus de quarante mille personnes s'étaient rassemblées et qu'un nombre infini de barques et de canons pavoisés comme pour une fête seraient allés à la rencontre de leurs navires. Rien n'est plus faux! A l'arrivée des torpilleurs italiens, les commandants se présentèrent partout comme les mandataires de l'Entente et de l'Amérique et comme des amis de l'Etat sud-slave, envoyés pour protéger la population contre l'ennemi. Il ne faut donc pas s'étonner si toute la Dalmatie, pays exclusivement sud-slave d'un bout à l'autre, sans aucune solution de continuité nationale et sans aucun centre italien ni grand ni petit, ait cru les Italiens et les ait accueillis avec sympathie. Mais en dehors de cette partie de la population de Zadar (Zara) qui se dit italienne, et de quelques Dalmates de sentiments italiens, disséminés dans d'autres villes, aucun Sudslave (Serbe ou Croate) n'a jamais songé à manifester à l'Italie le désir de faire partie du royaume d'Italie.

C'est un fait que les Italiens ont été accueillis avec sympathie par nous, Sudslaves. Mais c'est également un fait et plus certain celui-là, que leur présence a provoqué de la méfiance qui ne fut dissipée qu'après les déclarations faites par les officiers italiens, oralement et par écrit, aux comités locaux, assurant que les Italiens étaient venus en amis de la Yougoslavie, au nom et par ordre de l'Entente et de l'Amérique, pour maintenir la paix et l'ordre.

Que la population sud-slave, malgré ces assurances, ait adopté, depuis l'occupation, une attitude toujours plus suspecte et plus hostile envers les Italiens, c'est un fait aussi qui n'a pas échappé aux officiers italiens. Ils ont constaté que dans certains endroits, on n'a même pas voulu accepter les approvisionnements offerts à la population, qui craignait ce don de l'ennemi. Il n'y a pas de ville, de bourg ou de village en Dalmatie qui n'ait manifesté son mécontentement et qui n'ait protesté contre l'occupation italienne et contre l'attitude des Italiens envers nous, plus particulièrement après l'exploit peu héroïque de la « conquête » de Zadar (Zara). L'Italie officielle ne sera pas notre amie aussi longtemps qu'elle se laissera tromper et guider par quelques Dalmates de sentiments italiens, qui ont toujours cherché et surtout aujourd'hui, protégés par la force militaire italienne, à nous priver de la liberté promise au monde entier, et à faire de nous les esclaves de l'Italie. Le peu de nos compatriotes italiens qui nous semblaient libéraux sous le régime autrichien, aujourd'hui que l'Autriche n'existe plus, ne se gênent pas pour nous persécuter suivant les principes et avec les méthodes de ce gouvernement odieux, afin d'arriver à leur but qui est de priver la population sud-slave de la Dalmatie de tous ses droits, de toute liberté et même de son nom, de sa langue et de sa nationalité. Oubliant que l'impérialisme injuste fut la cause de la ruine des trois empires,

russe, austro-hongrois et germanique, ces gens poussent l'Italie à oublier les principes qui ont fait son unité et à suivre en tout et pour tout les voies et les méthodes autrichiennes, à fouler aux pieds les principes sacrés de justice et d'équité, à nous disséquer vivants et à nous arracher les poumons pour nous voir nous faner et périr. Et tout cela au nom de l'égoïsme sacré et de l'impérialisme italien! Conscients de leur puissance numérique minime, ils se servent de honteux moyens de corruption en passant sous silence leur véritable but, et ils cherchent à arracher aux paysans sudslaves de fausses déclarations. Très puissants et arrogants dans les centres et endroits de population mixte, ils ont l'audace d'envoyer au nom de toute la population, sans qu'elle en sache rien, des déclarations et des télégrammes d'adhésion émanant d'un petit groupe d'employés italianisants. Ils sont semblables en tout aux seigneurs de l'Esthonie et de la Livonie qui ont voulu unir ces pays à l'Allemagne contre la volonté de la population.

De cette façon, les Italiens veulent arracher à l'Etat sud-slave, les districts purement slaves de Benkovac, Obrovac, Biograd, Kistanje, Knin, Skradin et Sebenico, ainsi que toutes les îles avec une population de plus de trois cent cinquante mille habitants (Croates et Serbes) et plus de deux cent mille Sudslaves de l'Istrie, et les rendre esclaves contre leur volonté expresse. Et ces gens-là osent parler de civilisation et de culture héréditaire, d'honnêteté et d'honorabilité, à nous Sudslaves, qui sommes conscients de notre propre droit et qui ne demandons rien que la justice et l'équité!

Nous sommes certains que notre libérateur Wilson ne permettra pas une telle injustice et que l'Entente ne la permettra pas non plus, spécialement la noble France qui a donné tant de son sang à cause de l'Alsace-Lorraine.

Il faut dire cependant à l'honneur de l'Italie qu'il y a, là aussi, des esprits généreux et forts, auxquels répugnent les abus et les oppressions, et qui acceptent pleinement le principe de l'auto-disposition des peuples. Il y a en Italie des journaux et des partis politiques qui ne cessent pas de prêcher que les nations victorieuses doivent renoncer à toute intervention qui aurait le caractère d'oppression et à toute violence sur la volonté des peuples. Ils affirment que des raisons d'ordre moral et politique parlent en faveur du respect absolu du principe des nationalités, que la première et fondamentale garantie pour la paix future consiste dans l'application nette des principes pour lesquels l'Entente s'est battue, et que cette guerre a eu pour résultat la libération de tous les peuples civilisés de la tyrannie des dominations étrangères.

Cependant l'Italie officielle ne cache pas son propre impérialisme et son désir ardent de conquérir ce morceau de terre qui n'est pas le sien. L'armée italienne nous écrase par son nombre et par son attitude hostile. Les torpilleurs italiens sont à la disposition des seigneurs de Zadar pour une agitation plus facile parmi la population slave des îles, et la populace italienne de Zadar excitée jusqu'au paroxysme par les messieurs Ziliotto et Cie, sous la protection des carabinieri italiens, se livre journellement depuis l'occupation italienne à des attaques contre les citoyens sudslaves paisibles, malgré les plaintes répétées, orales et écrites du gouvernement, du comité local et des particuliers, à l'amiral italien, M. Millo. De cette façon, ces messieurs italiens voudraient nous faire goûter d'avance la liberté que nous préparons l'Italie, si, par malheur, nous devions réellement être arrachés à la Yougoslavie. En effet, depuis l'occupation, nous n'avons ni paix, ni sécurité.

Nous protestons devant le monde civilisé contre un pareil traitement. Nous protestons contre le fait qu'on nous a livrés sans aucun motif justifié à de tels gens.

Si l'Entente et l'Amérique désirent réellement et sincèrement que soit détruit tout foyer de discordes et de guerres futures et que le monde soit organisé selon la justice et l'équité, il n'y a pas de doute que l'Italie devra renoncer d'elle-même à ses injustes prétentions et que le Congrès de la paix sanctionnera le principe « un-cuique suum ». Le pacte de Londres, après la disparition de l'Autriche-Hongrie, est la plus grande injustice. Et de même que le pacte honteux et brutal, quoique conforme au droit formel, de ce juif de Venise, Shylok, a trouvé un juge habile et adroit qui l'a appliqué selon l'équité, nous espérons aussi qu'on trouvera au traité de Londres une solution juste, en notre faveur, et qu'il ne sera pas permis qu'une livre de viande vive soit arrachée au cœur de la Yougoslavie.

Nous faisons appel à la démocratie du monde entier et plus particulièrement aux socialistes italiens pour qu'ils s'élèvent contre des prétentions injustes et contre toute violence de la part de l'Italie officielle. Nous ne nous refusons pas à une enquête rigoureuse et impartiale sur les conditions nationales de notre pays, sûrs qu'il suffira à quiconque voudra se persuader de la vérité de ce que nous avançons, de parcourir notre pays. Nous désirons même qu'une telle enquête soit faite et au plus tôt, mais qu'elle soit dirigée par des gens neutres, des gens objectifs et amoureux de la vérité, et cela dans l'intérêt de la jeune Yougoslavie, de la paix, de l'Italie et du monde civilisé, qui aspire tout particulièrement à la paix dans les Balkans. Alors chacun acquerra la conviction que les prétentions italiennes sur la Dalmatie, l'Istrie et la Slovénie (avec les Slovènes qui se trouvent déjà sous le régime italien) signifient le sacrifice au moloch de l'impérialisme italien de 700.000 Yougoslaves, alors qu'on sait que toute la population italienne de la Dalmatie pourrait être aisément embarquée sur deux grands navires de transport.

En attendant, comme notre population sud-slave se montre très agitée et très irritée, et qu'il a lieu de craindre que des désordres ne surviennent malgré tous nos efforts pour maintenir la paix, il serait désirable que l'Entente nous envoie une garnison mixte afin d'apaiser par sa réunion à la milice italienne, notre population, et pour maintenir l'ordre et la paix qui nous sont absolument nécessaires.

La terrible situation de la Serbie

Belgrade, 14 janvier.

Belgrade présente aujourd'hui l'image du convalescent après une grave maladie. La population, y compris les nouveaux venus, atteint à peine cinquante mille âmes; des rues et même des quartiers entiers sont encore déserts. Un très grand nombre d'édifices ont été démolis totalement ou partiellement par le bombardement et les matériaux manquent pour les reconstruire.

Le commerce ne porte que sur les objets de première nécessité, toutes les autres marchandises étant en quantité très minime. Les prix par contre sont extraordinairement élevés: un complet d'homme coûte mille francs, la paire de souliers, deux cent cinquante francs, un chapeau d'homme, de cinquante à soixante-dix francs, une chemise, cent francs, un pantalon, quatre-vingts francs, une paire de bas, trente francs. Dans la province, la situation est pire encore: un kilo de sucre coûte cinquante francs; les denrées coloniales font totalement défaut. Il est très difficile de nourrir les enfants et absolument impossible de leur offrir les moindres joies. Depuis trois ans, les enfants n'ont goûté ni au lait, faute de bétail et de fourrage, ni au chocolat. Insuffisamment nourris, tous les enfants sont anémiques et la mortalité enfantine est considérable.

Quelques missions alliées ont commencé leur travail de bienfaisance et de longues files de pauvres attendent aux portes de leurs bureaux les premiers secours.

Les communications sont interrompues entre Belgrade et Salonique; il est impossible également de passer la Save, le grand pont étant détruit. Partant, le ravitaillement est très difficile par les régions libérées. La population délivrée, quelle que soit sa situation sociale, est absolument dépourvue de linge. Elle porte des vêtements très usagés, voire en loques, qui montrent quels fauves ont ravagé la Serbie, autrefois si prospère. La majorité des enfants du peuple sont couverts de haillons et réduits à la mendicité. L'effroyable misère empêche de songer à appliquer les règles de la plus élémentaire hygiène, faute de pouvoir donner des bains et laver le linge. Un kilo de mauvais savon coûte, en effet, vingt francs, soit quarante cinq couronnes. La dégringolade forcée de la couronne augmente encore cette misère de façon terrible, tous les prix donnés plus haut devant être majorés dans la proportion de deux cent trente pour cent.

La majeure partie du corps diplomatique allié a repris ses fonctions, mais par suite des difficiles communications télégraphiques, son travail est très compliqué.

Néanmoins les bureaux non bombardés, quoique leurs meubles aient été enlevés par l'ennemi, commencent à travailler très activement à la nouvelle organisation de l'Etat.

Le chauffage fait défaut, l'électricité est très limitée, les tramways ne fonctionnent pas et les autres moyens de communication sont incroyablement restreints.

Les administrations et aussi les habitations privées ont été complètement dévalisées par les ennemis, qui n'épargnent même pas les hôpitaux. Il ne reste de ceux-ci que les quatre murs; les instruments chirurgicaux et les produits pharmaceutiques ont tous été volés. Le chômage dû au manque de charbon, d'énergie électri-

que et de matières premières rend très difficile l'assistance publique. Cinq journaux paraissent difficilement sur deux pages avec de vieilles informations. On étudie l'installation d'une station radiotélégraphique et de nouvelles lignes télégraphiques avec Salonique.

Malgré ces pénibles circonstances économiques, la population est dans la joie de sa libération et de la fin de ses souffrances morales. Chaque jour, on peut voir cette joie populaire se manifester surtout à l'occasion de la réunion de tout le peuple serbe.

(Communiqué du Bureau de presse serbe à Belgrade.)

Le dossier noir bulgare

Documents bulgares

sur la dénationalisation des Serbes

Le journal croate « Obzor », de Zagreb, publie, dans son numéro du 8 décembre, la lettre suivante sur le régime que les Bulgares avaient institué dans la Serbie occupée:

« Pendant leur occupation de la Serbie orientale, les Bulgares nous ont prouvé qu'ils utilisaient les moyens les plus barbares que l'on ait connus dans les temps les plus obscurs du moyen âge. Mais à côté de leur barbarie sans exemple, et dont les victimes furent des Serbes par milliers, les Bulgares ont fait preuve d'une naïveté confinée à la stupidité. Rien ne le démontre mieux que la méthode par laquelle ils croyaient pouvoir bulgariser ou, pour se servir de leurs propres paroles, « faire retourner à la mère patrie », nos belles contrées de la Morava, qui, avec la Choumadia sont reconnues être celles où notre race est la plus résistante et la plus consciente au point de vue national. Nous sommes en possession de plusieurs documents bulgares, ordonnances et circulaires confidentielles, dont nous emprunterons quelques passages qui illustrent cette étrange stupidité bulgare.

Aussitôt que l'occupation de nos territoires fut achevée, les Bulgares commencèrent par donner des ordres pressants et sévères de brûler indifféremment tous les livres écrits en langue serbe et d'introduire dans l'administration la langue bulgare. Tous les établissements d'Etat reçurent l'ordre de ne communiquer avec la population qu'en langue bulgare et d'éloigner des bureaux toute personne qui ne serait pas capable de se faire comprendre en bulgare.

Dans une ordonnance-circulaire du commencement de 1916, le chef de l'Etat-major de la Morava, le général Koutintcheff, dit: « Donnez l'ordre que l'on procède immédiatement à la confiscation dans tous les établissements, librairies et maisons particulières, de tous les livres, tableaux, cartes et autres objets de caractère serbe. Les livres qui pourraient servir utilement notre cause ou qui auraient pour nous une valeur historique doivent être remis au ministère de l'instruction publique. Tout le reste doit être brûlé. »

Dans une autre ordonnance confidentielle de l'inspecteur militaire de la région de la Morava, il est dit textuellement: « Les organes d'Etat ne doivent pas, en exécutant les ordres, s'attendrir et s'abandonner à la faiblesse. Ils trouveront le meilleur exemple à suivre dans la façon méthodique et dans la persévérance de nos alliés. »

Les témoignages anglais

sur la barbarie bulgare

Le « Temps » du 10 janvier publie l'information suivante de Londres:

« On apprend que les officiers britanniques qui furent prisonniers en Bulgarie viennent d'apporter des preuves des traitements épouvantables et des tortures qui furent infligés, sous leurs yeux, aux prisonniers de guerre et aux internés civils serbes.

Leurs témoignages disent que les internés civils étaient à moitié morts d'épuisement, couverts de haillons, nu-pieds, ou n'ayant que quelques brins de paille attachés aux pieds. Ces misérables avaient l'habitude de visiter le camp britannique afin de se procurer des épluchures de légumes. La plupart des officiers britanniques ont vu de leurs propres yeux avec quelle brutalité les prisonniers serbes étaient frappés. Ils mentionnent tout particulièrement le commandant Ivan Nikoloff, qui a ordonné des fustigations et qui a frappé lui-même des prisonniers, alors qu'ils étaient couchés à terre.

Des femmes ont été également frappées et ont eu le dos lacéré. En certains cas, les victimes ont expiré. Les officiers britanniques ont protesté, mais les Bulgares leur ont répondu que les victimes étaient traitées de cette façon parce qu'elles étaient serbes.

La mortalité était si grande que les cadavres, qui étaient enterrés à une certaine distance des baraquements, ont dû souvent être mis en terre sans cercueil et sans service religieux. Ces traitements ont continué après l'armistice. »

(1) A la suite de cet article, publié en italien, dans le « Narodni List » de Zara, les autorités d'occupation italiennes avaient résolu de déporter en Italie son auteur, le député dalmate M. Bianchini.